

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

services bancaires
Question écrite n° 80727

## Texte de la question

M. Élie Aboud interroge M. le ministre des finances et des comptes publics sur ses annonces du jeudi 21 mai 2015 concernant les tarifs bancaires. Alors que plusieurs textes de lois antérieurs ont déjà eu pour but de faciliter la mobilité bancaire, celle-ci reste aujourd'hui encore trop limitée. On peut comprendre l'agacement des associations de consommateurs face à cette situation. Ils dénoncent notamment, les commissions sur les transactions, pénalisant ainsi les petits achats quotidiens. En appelant à une plus grande transparence vis-à-vis de leurs clients et à une diminution des contraintes pour ces derniers, les annonces du 21 mai 2015 constituent une 1ère étape. Toutefois, face aux nombreuses tentatives législatives mises en échec, car peu contraignantes en pratique, l'opinion reste sceptique. C'est pourquoi il souhaiterait connaître ses intentions en la matière.

## Données clés

Auteur : M. Élie Aboud

Circonscription: Hérault (6e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 80727

**Rubrique :** Banques et établissements financiers **Ministère interrogé :** Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 9 juin 2015, page 4253 Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)